

STB BANK



RAPPORT ANNUEL
2013



الشركة التونسية للبنك

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE

SOCIETE ANONYME

au capital de 124 300 000 Dinars

Siege Social - Rue Hedi Nouira - 1001 TUNIS

RC B 182331996

Tel 71 340 477 (100 lignes groupées)

Adresse telegraphique SOTUBANK

Code - Pct 1 son 4th Edition Acme

ICHA N° 14135 14815 15376 15377

Adresse SWIFT STBK TN TT

FAX 71 348 400 - 71 340 009

Sites Web

Commercial w w w Stb Com tn

Commerce electronique ecom Stb Com tn

Banque en ligne Stbnet Stb Com tn

EXERCICE 2013



CONDITIONS D'ACCES AUX ASSEMBLEES

Conformément aux dispositions de l'article 40 des statuts, seuls les titulaires de 10 actions au moins, libérées des versements exigibles, peuvent assister à cette assemblée ou se faire représenter par un autre actionnaire au moyen du pouvoir qu'ils auront l'obligance de remettre à leur mandataire ou le retourner dûment signé, trois jours au moins avant la réunion, à la direction des titres, de la bourse et de la gestion des actifs des patrimoines et des fortunes de la banque sise rue Hedi Nourra – 1001 Tunis

Les propriétaires de moins de 10 actions peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux ou par un membre de l'assemblée

STRUCTURE DU CAPITAL SIB AU 31/12/2013

ACTIONNAIRES	NOMBRE D'ACTIONS	%
ACTIONNAIRES TUNISIENS	22 676 635	91,217
<i>Personnes Morales</i>	<i>16 070 339</i>	<i>64,643</i>
Personnes Morales Publiques	12 550 383	50,484
Personnes Morales Privées	3 519 956	14,159
<i>Personnes Physiques</i>	<i>6 606 296</i>	<i>26,574</i>
ACTIONNAIRES ETRANGERS	2 183 365	8,783
<i>Personnes Morales</i>	<i>2 009 931</i>	<i>8,085</i>
<i>Personnes Physiques</i>	<i>173 434</i>	<i>0,698</i>
Total	24 860 000	100,00

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

M Abdelwaheb NACHI (*)

Président du Conseil
Représentant l'Etat

Mme Amel MEDINI

Représentant l'Etat

M Noureddine KAABI

Représentant l'Etat

M Hassen GHENIA

Représentant l'Etat

M Mourad JAMOSSI (**)

Représentant l'Etat

La CNSS représentée par son Président
Directeur Général

L'ETAP représentée par son Président Directeur
Général

La SIAR représentée par son Président
Directeur Général

M Abdelkader HAMROUNI

Représentant les actionnaires privés

M Mohamed Salah KHALJ ALLAH

Représentant les actionnaires privés

M Mohamed LARBI (***)

Indépendant

M Zouheir BESBES (***)

Indépendant

Mme Olfa BEN OUIDA SIOUD (***)

Indépendant

M Abderrazek LOUATI (***)

Indépendant

M Mohamed DRISS

Représentant les actionnaires minoritaires

Les Comités rattachés au Conseil d'Administration

Le Comité Permanent d'Audit Interne

La mission fondamentale du Comité est de Veiller à la mise en place et au bon fonctionnement du système de contrôle interne, d'assurer le suivi et la supervision des activités de contrôle interne.

Le Comité Exécutif de Crédit

Il a pour rôle, entre autres, d'émettre un avis sur les demandes de financement à court et à moyen terme pour les enveloppes de crédits dépassant un certain montant.

l'Organe Permanent du Contrôle de Conformité

Il est chargé de la détermination et de l'évaluation des risques de non-conformité aux lois et règlements en vigueur, aux règles de bon fonctionnement de la profession et aux bonnes pratiques.

Le Comité des Nominations et des Remunerations

Il a pour mission d'aider le Conseil d'Administration à arrêter une politique de rémunération en adéquation avec les performances à moyen et long termes de la Banque.

Les Commissaires aux Comptes

Ils ont pour rôle de s'assurer de la fiabilité et de la sincérité des états financiers et de leur conformité aux normes comptables tunisiennes ainsi qu'aux règles édictées par les autorités financières (Banque Centrale CMF Impôts...). Ils évaluent également l'efficacité du système de contrôle interne de la Banque.

(*) M Abdelwaheb NACHI nommé en remplacement de Mme Samira GHRIBI (lettre Ministère des Finances N° 366 du 04 mars 2013)

(**) M Mourad JAMOSSI nommé en remplacement de M Noureddine KAABI (lettre Ministère des Finances N° 1112 du 27 septembre 2013)

(***) Annulation de la nomination de MM Mohamed EL ARBI et Zouheir BESBES suite à la lettre du Ministère des Finances N° 267 du 05 mars 2013 (Non accord de la Banque Centrale de Tunisie lettre N° 300116 du 14 février 2013)

(****) Nomination suivant lettre du Ministère des Finances N° 1265 du 29 octobre 2013



Direction Générale

Président Directeur Général

Mr Abdelwahab NACHI ()*

Directeurs Généraux Adjointes

MM Fathi CHOUROU Charge des Structures d'Appui

Mourad BACCAR Charge des Structures d'Exploitation

Contrôleur d'Etat

*M Lassaad MRABET (**)*

Commissaires aux Comptes

Le Groupement SNJ-IMAC

Le Cabinet SNJ représenté par Mme Nedra SLMMAR JIASSI

Le Cabinet IMAC représenté par M Abderrazek SOUFI

Le Cabinet CIA représenté par M Fathi SAIDI

(*) M Abdelwahab NACHI nommé en remplacement de M^{me} Samira GHRIBI (lettre Ministère des Finances N 366 du 04 mars 2013)

(**) M Lassaad MRABET nommé en remplacement de Mahinoud Montacer MANSSOUR (lettre Présidente du Gouvernement N°14/86 du 18 février 2013)



Outre les efforts consentis pour l'amélioration continue de la qualité de ses actifs, notamment relatifs au secteur touristique la STB se penche davantage sur la gestion des risques (essentiellement de contrepartie, de transformation, de taux d'intérêt et opérationnel)

Etant donné que la gestion des risques nécessite inéluctablement l'amélioration de la gouvernance et le renforcement du système de contrôle interne, la STB a poursuivi en 2013 ses orientations dans ce sens

Sur le plan de la gouvernance et suite à la parution de la circulaire BCT 2011 06 portant sur le renforcement des règles de bonne gouvernance dans les établissements de crédits, la banque a entrepris les actions suivantes

- Désignation de deux administrateurs indépendants pour présider respectivement le Comité d'Audit et le Comité des Risques
- Approbation des Chartes des Comités rattachés au Conseil
 - Comité Exécutif de Crédit
 - Comité Permanent d'Audit Interne,
 - Comité des Risques
- Renforcement du rôle de la Cellule de Bonne Gouvernance et élaboration du Code de Gouvernance de la Banque

Création d'une Direction Centrale de la Gestion des Risques

Par ailleurs, le fonctionnement et la fréquence des réunions des comités issus du Conseil d'Administration ont été renforcés

Sur le plan du système de contrôle interne et par référence notamment à la Circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n°2006 19 du 28 novembre 2006 la banque a poursuivi sa politique s'articulant autour de l'amélioration de son système de traitement de l'information et des procédures de contrôle des opérations

Ainsi dans le cadre de l'amélioration de ce système, la STB s'est engagée dans un projet de mise en place d'un noyau dur pour le nouveau système d'information et le développement de certains logiciels métiers

Ce noyau constitue un socle intéressant sur lequel la STB pourrait développer son système d'information. Il est composé de 4 couches fonctionnelles

- Le noyau du système qui regroupe l'interface généralisée, le référentiel, la vision globale client, la comptabilité et les connexions aux systèmes partenaires,
- La partie opérationnelle qui englobe les modules métiers de front et de back-office,
- Les fonctions transverses qui contiennent des modules para bancaires et les supports et moyens qui sont utilisés par l'ensemble du système d'information,
- Les outils particuliers qui permettent de diffuser les données auprès des clients et de les interpréter pour le marketing

Aussi, afin d'améliorer la qualité de l'information comptable et financière, la STB a engagé un projet de modernisation et de fiabilisation de son système d'information comptable avec la mise en place d'un noyau comptable permettant une alimentation comptable automatisée et fiabilisée, l'interprétation de l'information financière et prévoyant une piste d'audit

CONTROLE INTERNE (suite)



En ce qui concerne le contrôle permanent d'activités, la Banque dispose dans son organigramme des principales structures de contrôle suivantes

- Direction du Contrôle de Gestion
- Direction du Contrôle des Engagements
- Direction du Contrôle Comptable
- Direction du Contrôle Réglementaire, Comptable et des Opérations Décentralisées (pour les opérations en devises et avec l'étranger)
- Direction des Services Communs (service sécurité pour les personnes les biens les valeurs)

Aussi, la banque dispose d'une structure de contrôle de conformité ayant pour mission principale

de veiller au respect des lois et règlements relatifs à l'activité bancaire

d'identifier et évaluer les risques de non conformité aussi bien à la réglementation interne qu'externe liée à l'activité bancaire

d'assurer un rôle de supervision des travaux de la lutte contre le blanchiment d'argent et au financement du terrorisme

de veiller au respect par les employés du code de bonne conduite et les former sur l'éthique et la déontologie bancaires

Outre ces départements la Banque est dotée des organes de contrôles périodiques traditionnels à savoir

- Une Direction de l'Inspection Générale
- Une Direction de l'Audit Interne

Ces deux structures, qui veillent au respect de la réglementation en vigueur et des procédures internes et émettent des recommandations pour améliorer l'efficacité des systèmes de gestion, relèvent de la Direction Centrale du Contrôle Général qui est rattachée au Président Directeur Général

Elles assurent leurs missions en toute indépendance soit sur la base de plannings d'intervention annuels dûment approuvés, soit sur ordre de la Direction Générale

De même et en application des dispositions légales et réglementaires, elle est dotée d'une structure permanente au sein de l'organigramme de la Banque chargée du contrôle de la conformité

LA CELLULE DE BONNE GOUVERNANCE

Cette cellule a été créée en août 2013 et dépend, fonctionnellement du ministère de la gouvernance et de la lutte anti corruption à qui elle est tenue d'en rendre compte de toutes ses activités et travaux (élaboration de rapports périodiques sur l'activité de la cellule)

ACTIONS PRIAIRES REALISEES 2013

- Elaboration de la « charte de bonne gouvernance » (approuvée par le conseil d'administration de la banque le 26/09/2013)
- Elaboration de la « charte de l'informatique » en collaboration avec la Direction Centrale de l'Organisation et de l'Informatique. Le projet de la charte a été transmis aux représentants du personnel pour avis et observations avant de le soumettre au conseil de l'administration pour approbation
- Elaboration de la « charte de bonne conduite professionnelle » en collaboration avec l'organe permanent du contrôle de la conformité. Le projet de la charte a été transmis aux représentants du personnel pour avis et observations avant de le soumettre au conseil de l'administration pour approbation
- Elaboration d'un rapport sur la gouvernance et la lutte anti corruption au sein de la banque

MISSION D'AUDIT COMPLET



1 – Présentation de la mission

La mission d'audit complet porte sur un audit financier, un audit institutionnel, un audit social et un audit de performance ainsi que la conception du programme global de restructuration et de développement de la Société Tunisienne de Banque et ses trois filiales : la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances (STRC), la STB SICAR et la STBINVEST.

L'objet principal de la mission d'audit complet est de

- Procéder à une évaluation approfondie et exhaustive de la situation financière de la banque, sa gouvernance et son management, son dispositif de contrôle interne y compris son système d'information et comptable ainsi qu'à un diagnostic social et ce, afin de déceler les déséquilibres financiers et les faiblesses d'ordre stratégique institutionnel et opérationnel.
- Elaborer sur la base des conclusions et recommandations de l'audit complet, un programme stratégique de restructuration de la banque. Ce programme doit être appuyé par un plan d'actions et un calendrier de réalisation et ce, sur la base d'une analyse coûts-avantages des différents scénarios possibles.
Ce programme doit viser les objectifs stratégiques suivants:
 - le renforcement de la solidité financière,
 - l'amélioration du mode de gouvernance, de management et du cadre institutionnel de la Banque,
 - la consolidation de ses capacités humaines et opérationnelles,
 - le renforcement de sa compétitivité et son efficacité dans le financement de l'économie.

2 – Déroulement de la mission

Cette mission se déroule en trois étapes

• Etape préliminaire

Cette étape consiste en la prise de connaissance générale et la collecte des informations nécessaires pour l'élaboration du programme définitif de réalisation de la mission. Elle a fait l'objet d'élaboration d'un rapport comportant essentiellement les éléments suivants :

Le planning de la réalisation de la mission et les dates de fin d'exécution ,

- Les membres des comités projets et du comité de pilotage
- Les documents à fournir ,
- Les équipes intervenantes ,
- Les livrables ,

La durée en nombre de jours-hommes de cette étape est de 21 jours et a été validée le 02 septembre 2013.

• Etape I

Cette étape consiste en un audit diagnostic qui porte sur la situation financière, le mode de gouvernance et de management, l'organisation, le système de contrôle interne y compris le système d'information, les processus des activités significatives, la situation sociale et les performances commerciales et financières.

Elle comprend les missions suivantes :

l'audit financier (durée des travaux 119 jours-hommes) Cette mission a débuté le 3 septembre 2013 et achevée le 31 décembre 2013. La validation des livrables a été réalisée le 5 mars 2014.

l'audit institutionnel (durée des travaux 108 jours-hommes) Cette mission a débuté le 3 septembre 2013 et achevée le 20 décembre 2013. La validation des livrables a été réalisée le 5 mars 2014.



l'audit de la performance financière et commerciale (durée des travaux 130 jours hommes) Cette mission a débuté le 3 septembre 2013 et achevée le 12 janvier 2014. La validation des livrables a été réalisée le 5 mars 2014,

l'audit social (durée des travaux 73 jours hommes) Cette mission a débuté le 3 septembre 2013 et achevée le 15 novembre 2013. La validation des livrables a été réalisée le 5 mars 2014.

Il est à noter que les trois filiales de la Banque ne sont concernées que par l'audit financier et l'audit institutionnel.

La première étape a été achevée et les rapports d'audit ont été remis à la STB et validés par le comité de pilotage interne.

- **l'Étape 2**

Cette étape consiste en

L'élaboration des alternatives possibles de restructuration et la définition des modalités pratiques de mise en œuvre pour le choix par la banque concernée du scénario optimal à retenir. Cette phase a été entamée le 6 janvier 2014 et a duré 24 jours. Elle a fait l'objet d'un rapport présentant les scénarios de restructuration,

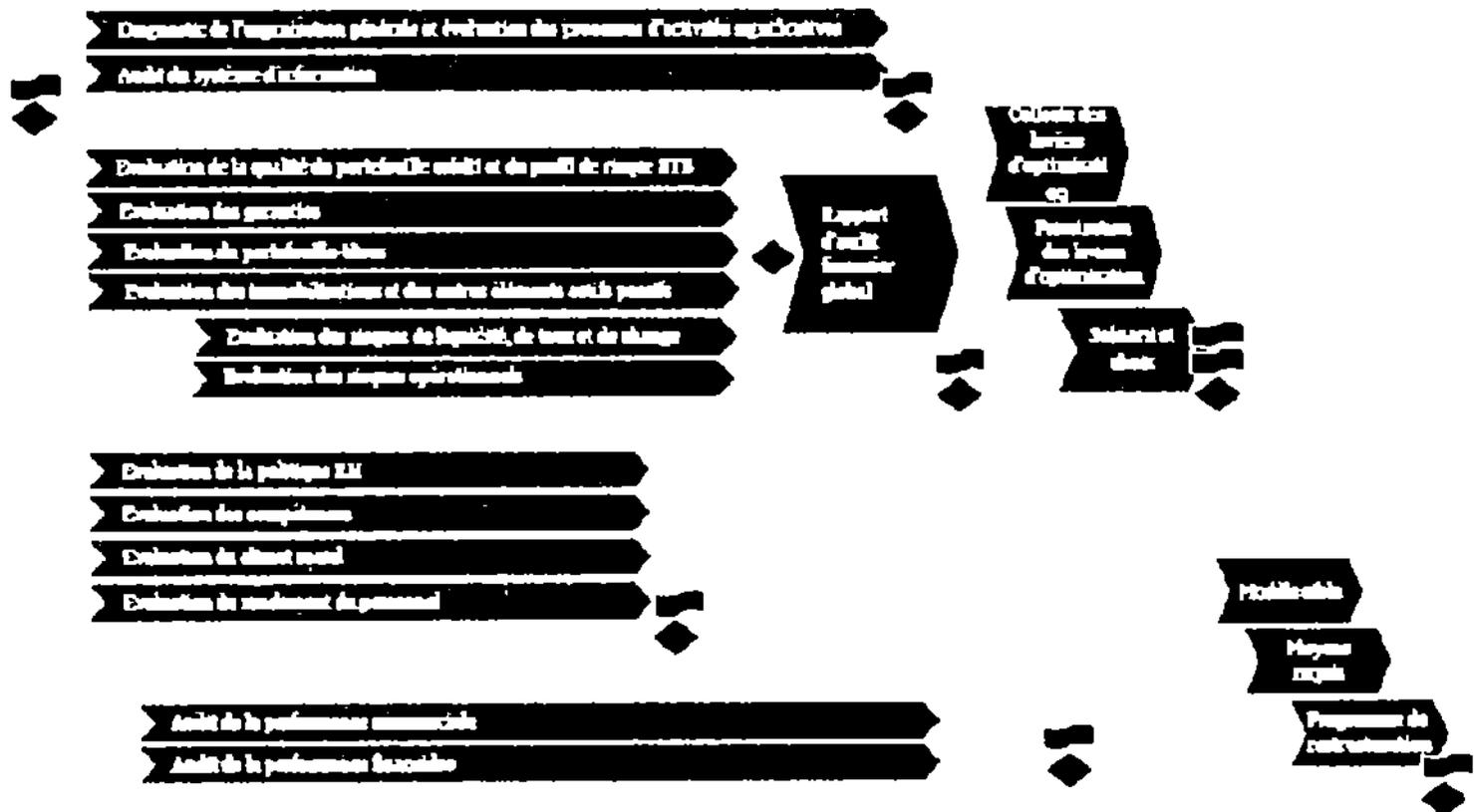
- La conception du programme global de restructuration et de développement de la banque concernée sur la base du scénario optimal retenu.



Calendrier d'intervention et comités prévus

Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre Janvier Février

● ● ▲ ● ● ▲ ● ● ▲ ● ▲
19/07 04/08 10/08 23/08 04/11 07/11 21/11 04/12 09/12 17/12 18/12



Données page 1
Le 14 septembre 2012. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et des Ressources Alimentaires
PAC



L'économie mondiale a progressé de 3% en 2013, enregistrant une décélération par rapport aux réalisations de 2012 et 2011, respectivement 3,1% et 3,9%. Soutenue par des politiques monétaires accommodantes dans les principaux pays industrialisés, l'amélioration de la conjoncture s'est opérée au cours du second semestre sans toutefois se refléter dans les chiffres de croissance annuelle. Les pays industrialisés ont enregistré une évolution de leur PIB de 1,3% contre 1,4% en 2012.

Les États-Unis ont enregistré une croissance de 1,9% de leur économie grâce à des conditions de financement favorables et à la correction de certains déséquilibres. La consommation des ménages et l'investissement en logements ont bien évolué, renforcés par la hausse de l'emploi, le taux de chômage retombant à 6,7%.

Dans la zone euro, le PIB a reculé de 0,4% en 2013 contre 0,7% l'année précédente. Après six semestres de récession, l'économie s'est enfin redressée courant 2013, son taux de croissance atteignant 0,3% au second trimestre grâce à une légère amélioration de la consommation privée et des investissements des entreprises. L'inflation n'a pas dépassé 1,4% contre 2,5% en 2012. Cependant, cette reprise modérée reste fragile, la situation sur le marché du travail s'est encore détériorée et le taux de chômage a atteint 12,2% contre 11,4% l'année précédente.

Cette situation globale cache des données très hétérogènes. Les économies dites du Centre, l'Allemagne, l'Autriche, le Luxembourg et certaines autres ayant finalisé leurs réformes comme Malte ou l'Estonie ont enregistré les meilleurs taux de croissance du PIB. Quant aux pays dits périphériques, la récession s'y est atténuée.

L'économie du Japon a enregistré un accroissement de 1,7% en 2013 contre 1,4% en 2012 et 0,4% en 2011. Ce redressement a été favorisé d'abord par le dynamisme de la consommation privée, dopée par l'amélioration de la situation sur le marché du travail mais surtout par la série de mesures visant à mettre un terme à la longue période de déflation et à raffermir la croissance de l'économie durablement et ce par le moyen d'une politique budgétaire stimulante à court terme qui a permis l'injection d'un montant de 3,1% du PIB courant l'année. Une politique monétaire très souple autorisant la Banque du Japon à amplifier ses octrois de liquidités et par des réformes structurelles et des dispositions qui devraient accélérer la croissance économique à moyen terme.

Avec une hausse de 4,7% de leur PIB, les économies émergentes ont contribué à la croissance mondiale à hauteur de 76,7% en 2013 malgré un ralentissement quasi généralisé qui s'explique d'abord par la faiblesse des importations des pays industrialisés, notamment la zone euro et ensuite par l'essoufflement de la croissance dans certaines économies émergentes.

En Chine, l'évolution du PIB a été la même qu'en 2012, soit 7,7%. Après un premier semestre caractérisé par un faible dynamisme de l'activité économique, la croissance s'est accélérée confortée par l'adoption d'un programme de relance en juillet ainsi que par l'affermissement de la consommation.

Les autorités publiques ont veillé à la maîtrise des dépenses des administrations qui, cumulée à la hausse des recettes fiscales à la suite de la reprise de l'activité économique, a permis que le déficit budgétaire ne dépasse pas les 2,5% du PIB, alors que la dette publique a été ramenée à 22,9% du PIB, en baisse de 3 points de pourcentage.



Le Continent africain a confirmé en 2013 la bonne santé de son économie avec un taux de croissance de son PIB de 4,9% et des perspectives très favorables l'année suivante. L'inflation est en baisse continue pour la troisième année consécutive et devrait être ramenée à moins de 6% en 2014.

Les capacités de production sont en amélioration continue, ayant profité d'un apport important d'IDE, et les gains de productivité du travail ne cessent de croître et s'orientent vers de nouvelles activités. Les pays africains font l'objet d'un grand intérêt des pays investisseurs comme les États-Unis ou la Chine qui font une rude concurrence aux anciens partenaires stratégiques, laissant envisager d'importantes perspectives de développement.

Le commerce mondial s'est développé de 2,7% en 2013, soit le même taux qu'en 2012 contre 6,1% en 2011, reflétant ainsi l'atonie de la croissance économique. Les cours des matières premières se sont repliés en moyenne de 10,9% pour les matières premières alimentaires et de 1,4% pour les matières premières énergétiques.



La croissance de l'économie tunisienne s'est poursuivie au cours de 2013 à un rythme plus faible que prévu, dans un contexte marqué par des pressions sur les équilibres financiers internes et externes un chômage élevé, des disparités économiques et sociales, une crise politique qui a immobilisé le pays pendant quatre mois ainsi qu'un environnement régional et international adverse.

Après une reprise de 3,6 % en 2012, le PIB a accusé un ralentissement du rythme de croissance qui est revenu à 2,6 % en 2013. Cette décélération est due à la régression de la croissance du secteur agricole et pêche et au repli du secteur des industries non manufacturières suite à la baisse de la production énergétique.

Le secteur de l'agriculture et pêche, affecté par les facteurs climatiques défavorables, a accusé un repli de son activité de 4,1 % contre +3,7 % en 2012 sous l'effet de la baisse de 43 % de la production de céréales qui s'est située à seulement 13 millions de quintaux. Les importations de produits céréaliers ont atteint 965 MD en 2013 suite à la progression des quantités importées.

Les superficies emblavées en céréales pour la campagne agricole 2012-2013 sont estimées à 1471 mille hectares dont 91 mille hectares de cultures irriguées.

La production de l'huile d'olives a, pour sa part, accusé une chute de 63,6 % se situant à 80 mille tonnes au titre de la campagne 2012-2013 contre 180 mille tonnes la campagne précédente.

Le secteur industriel a enregistré globalement une augmentation de 2,4 % avec une contribution à la croissance variant selon les secteurs. La valeur ajoutée des industries manufacturières a atteint 3,1 % contre 1,6 % en 2012 grâce à la progression des principales activités manufacturières et à la reprise du secteur textile, habillement et cuir (+4 %). En revanche, les industries non manufacturières ont connu une baisse de 4,2 % imputable à la régression de la production énergétique surtout les activités extractives (pétrole, gaz naturel et électricité).

Concernant le secteur touristique, les résultats ont été en deçà des objectifs souhaités avec une légère baisse de 0,2 % pour les nuitées, une hausse de 5,7 % pour les entrées et une évolution de 1,7 % pour les recettes.

Les entrées des non résidents se sont établies à 6,3 millions en 2013 contre 5,9 millions en 2012. Ce résultat a été obtenu malgré le repli du nombre de touristes européens, principalement des Français.

Parallèlement, les nuitées touristiques globales sont revenues de 30 035 millions en 2012 à 29 980 millions en 2013. Pour leur part, les recettes touristiques en devises sont passées de 3175,3 MD en 2012 à 3229,4 MD en 2013.

Les échanges commerciaux ont connu un fléchissement par rapport à 2012, la baisse de la demande de la Zone Euro des principaux partenaires commerciaux ayant affecté l'évolution des activités orientées vers l'exportation. Les exportations totales se sont élevées à 27701 MD et les importations à 39509 MD en 2013 soit respectivement des hausses de 4,3 % et 3,5 % en 2013 contre 5,8 % et 13,3 % en 2012.



L'analyse sectorielle des échanges avec l'extérieur fait apparaître la progression des exportations des industries manufacturières non alimentaires de 6,2 % contre 0,2 % en 2012 notamment celles des industries mécaniques et électriques (5,3 % contre 3,3 %) et des industries du textile, habillement et cuir (+5,4 % contre -9 %) alors qu'au niveau des importations, les biens d'équipement sont revenus de +14 % à -0,9 % en 2013 et celles des matières premières et demi-produits ont évolué à un rythme moins rapide de 1,7 % contre 6,6 % en 2012.

Le déficit commercial est passé de 11635 MD en 2012 à 11808 MD en 2013. Le taux de couverture a toutefois, évolué positivement en 2013 (+0,6 points) à 70,1 % contre 69,5 % en 2012.

La poursuite des pressions sur la balance des opérations courantes avec le niveau élevé des prix des produits de base et la faible progression des exportations, l'augmentation des importations et l'accroissement des prix des matières premières à l'import, l'atonie de la demande extérieure et la baisse du nombre des touristes européens s'est traduite par un déficit du compte courant qui est resté élevé au terme de 2013 et le même qu'en 2012 à 8,2 % du PIB.

Le taux d'inflation a atteint des niveaux élevés en 2013 pour s'établir à 6,1 % en moyenne annuelle contre 5,6 % un an plus tôt, 3,5 % en 2011 et 4,4 % en 2010.

Hors produits subventionnés, l'inflation a connu une tendance similaire pour se situer au niveau de 6,4 % contre 5,4 % en 2012. Les principaux postes de dépense qui ont connu une hausse sensible des prix concernent les produits alimentaires qui ont grimpé à 8 % contre une augmentation de 7,5 % en 2012 et dans une moindre mesure le rencherissement des prix a touché le transport (5,4 % contre 2,9 % en 2012) et le logement (5,1 % contre 3,2 % en 2012).

Quant aux paramètres de la dette extérieure, le taux d'endettement s'est élevé en 2013 à 39,7 % du Revenu National Disponible Brut contre 39,8 % en 2012. Le service de la dette s'est maintenu à 3448 MD pour représenter 8,2 % des recettes courantes contre respectivement 4075 MD et 10,5 % en 2012.



RAPPORT D'ACTIVITE

EXERCICE 2013

Chiffres clés



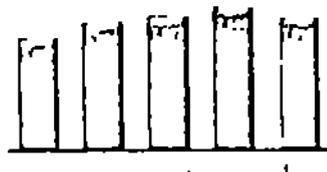
Evolution des Crédits clientèle



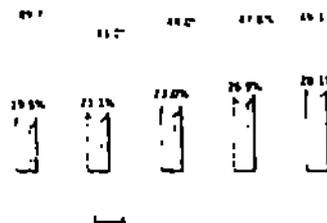
Evolution des Dépôts clientèle



Evolution du total bilan



Evolution des créances attachées



LES CHIFFRES CLES DE LA STB

Activité

Total du bilan	5 967 3	6 753 6	7 072 2	7 544 1	7 015 2
Dépôts clientèle	4 296 5	5 009 9	5 240 1	5 517 3	5 175 4
Total des ressources collectées	4 713 0	5 409 3	5 089 5	5 937 7	5 525 7
Encours des crédits nets à la clientèle	4 795 2	5 351 9	5 557 3	5 853 4	5 469 1
Total concours nets à l'économie	5 045 9	5 855 8	6 013 5	6 190 0	5 982 0

Résultats

Marge d'intermédiation	166 8	167 8	139 3	140 9	155 2
Volume des commissions nettes	51 2	52 0	53 1	51 9	54 3
Chiffres d'affaires	403 2	413 6	407 3	400 5	449 1
Produit net bancaire	244 4	242 8	221 4	225 7	247 2
Charges opérationnelles	107 8	112 4	121 0	126 2	126 9
Résultat brut d'exploitation	134 5	126 4	103 7	103 3	125 1
Résultat net de l'exercice	40 2	14 8	11 4	-4 7	115 5

Capitaux Propres

Capital	124 3	124 3	124 3	124 3	124 3
Reserves dont prime de fusion	312 0	342 8	358 1	358 8	359 3
Résultats reportés	0 0	0 0	117 3	225 5	-633 4
Dotation de l'Etat	0 0	0 0	117 0	117 0	117 0
Résultats de la période	40 2	14 8	11 4	-4 7	115 5
Capitaux propres (avant affectation du résultat)	514 5	519 3	528 0	404 3	113 8

Ratios financiers

Rentabilité des fonds propres (ROE)	8 68 %	2 90%	2 20 %	0 18%	10 13%
Rentabilité des actifs (ROA)	0 69%	0 23%	0 16%	0 14%	1 61%
Coefficient d'exploitation	46 1%	48 6%	54 7%	55 9%	51 3%
Commissions nettes / PNB	26 9%	28 3%	24 0%	25 0%	22 0%
Commissions nettes /masse salariale	77 9%	78 5%	58 4%	52 5%	54 8%
masse salariale/PNB	34 5%	36 0%	42 3%	43 8%	40 1%
marges d'intermédiation / PNB	68 3 %	69 1%	62 9 %	62 4%	62 8%

Ratios réglementaires

Ratio de solvabilité	9 00%	5 18%	9 85%	8 57%	6 21%
Ratio de liquidité	79 7%	82 3%	69 5	93 8 %	70 4%

Evolution du PNB



Evolution du RBE



Evolution du ratio de liquidité



Evolution du Coefficient d'exploitation



Ressources



La Société Tunisienne de Banque a clôturé l'exercice 2013 avec un encours des ressources élargies en régression de 455,8 MD ou 7,0% une contreperformance ayant touché les différentes rubriques de ressources et plus particulièrement les dépôts des institutionnels

Profitant des pratiques de surenchères exercées par certaines banques de la place en matière de rémunération de leurs excédents de trésorerie, Ces derniers avaient procédé en effet, à des consultations atteignant des seuils notoirement contraignants pour la Banque

Aussi, il convient de préciser que cette situation a été à juste titre, favorisée par une conjoncture très difficile caractérisée par un resserrement aigu de liquidité du secteur bancaire,

1. Dépôts de la clientèle

Les dépôts de la clientèle ont enregistré un fléchissement de 341,9 MD ou 6,2% en revenant de 5 517,3 MD à 5 175,4 MD contre un accroissement de 5,3% au terme de l'exercice écoulé

La décélération des dépôts a caractérisé essentiellement les dépôts à vue (189,7 MD ou 9,2%) et les dépôts à terme (186,8 MD ou 14,7%)

Cette dernière régression traduit en fait le choix délibéré de la banque pour des considérations de rentabilité de limiter son recours à cette catégorie de ressources assez onéreuse

Toutefois, l'analyse de l'évolution des dépôts moyens permet de constater que ces derniers ont affiché une hausse de 192 MD ou 4% pour s'établir à 4 947,4 MD

Certes, cette progression a caractérisé uniquement les dépôts d'épargne mais permet de noter que les *dépôts à vue moyens* ont accusé une faible baisse de 3,4% (53 MD)

TND en Millions	dec 12		dec 13		Variation	
	MT	en %	MT	en %	MT	en %
► Dépôts de la clientèle	5 517,3		5 175,4		341,9	6,2%
Intermédiation financière	420,4		350,3		70,1	16,7%
Ressources d'emprunts	562,8		519,0		43,8	7,8%
Total Ressources Élargies	6 500,5		6 044,7		455,8	7,0%

TND en Millions	dec 12		dec 13		Variation	
	Part	en %	Part	en %	MT	en %
Dépôts à vue	2 065,0	37,4%	1 875,4	36,2%	189,7	9,2%
des dépôts à vue en devises	591,1	10,7%	573,8	11,1%	17,3	2,9%
Dépôts à terme	1 267,6	23,0%	1 080,8	20,9%	186,8	14,7%
Dépôts d'épargne	2 024,0	36,7%	2 075,4	40,1%	51,5	2,5%
Autres sommes dues à la clientèle	150,7	2,9%	143,8	2,8%	15,9	10,3%
► Total Dépôts de la Clientèle	5 517,3	100,0%	5 175,4	100,0%	341,9	6,2%

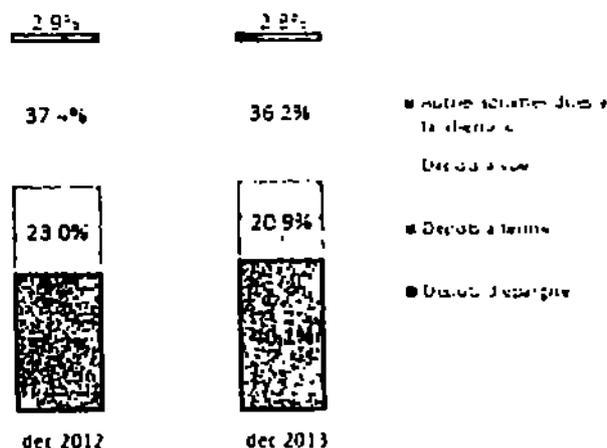


• Structure des dépôts de la clientèle par nature

Les dépôts de la clientèle demeurent caractérisés par une solide part des dépôts d'épargne (40,1% à fin 2013) et à un degré moindre par celle revenant aux dépôts à vue (36,2% à fin 2013)

La part des dépôts à terme – présentant le seuil de rémunération le plus élevé – s'est repliée de 2,1 point pour revenir à 20,9%

Les dépôts de la clientèle, hors dépôts d'épargne, continuent à être concentrés auprès de certains clients institutionnels et grands groupes



• Les dépôts à vue

A fin décembre 2013, les dépôts à vue ont atteint un encours de 1 875,4 MD accusant une baisse de 189,7 MD par rapport à leur niveau de décembre 2012. Cette baisse a été ressentie essentiellement au niveau des dépôts à vue en Dinars induite essentiellement par des retraits massifs des relations institutionnelles.

Par référence à cette évolution la part des dépôts à vue dans le total des dépôts s'est repliée de 1,2 point pour se situer à 36,2%

• Les dépôts à terme

Les dépôts à terme ont poursuivi leur mouvement vers la baisse et ce en rapport avec les orientations stratégiques de la banque visant à circonscrire le coût de ses ressources dans des limites acceptables. Leur encours s'est à cet égard, revenu de 1 267,6 MD à fin 2012 à 1 080,8 MD en régression de 186,8 MD ou 14,7%

• Les dépôts d'épargne

Comparés à leur niveau à fin 2012, ces dépôts ont affiché une faible progression de 51,5 MD ou 2,5% pour s'établir à 2 075,4 MD correspondant à la 5^{ème} performance au niveau du réseau.

Emplois

1. Concours Nets à l'économie

Courant 2013, la banque a poursuivi ses efforts de soutien à l'économie, affichant une croissance des concours bruts à l'économie de 553,8 MD ou 7,1%, observée principalement au niveau des créances sur la clientèle (+534,8 MD ou 7,5%)

Cette dernière augmentation a intéressé toutes les rubriques de créances et plus précisément les crédits de gestion bruts et des crédits aux particuliers qui ont évolué respectivement de 15,1% et 11,4%

Néanmoins, et compte tenu des efforts de couverture additionnels suite à l'application de la nouvelle circulaire BCT l'encours des provisions s'est aggravé de 628,3 MD engendrant ainsi une baisse des concours nets à l'économie de 178,8 MD ou -2,9% durant la période d'analyse

TND en Millions	decembre 12	decembre 13	Variation	
			MT	en %
Créances brutes sur la clientèle	7 137,4	7 672,2	534,8	7,5%
Portefeuille titres	675,3	689,6	14,3	2,1%
Billets de Trésorerie	18,2	22,8	4,7	25,8%
Concours à l'économie Bruts	7 830,9	8 354,6	553,8	7,1%
Provisions	812,9	1 441,2	628,3	77,3%
Agios réservées	857,1	961,4	104,3	12,2%
Concours à l'économie Nets	6 160,9	5 982,0	-178,9	-2,9%

Créances nettes sur la clientèle

Au terme de l'exercice 2013, l'encours brut des crédits à la clientèle s'est établi à 7 672,2 MD contre 7 137,4 MD une année auparavant

Nets des provisions et des agios réservées, l'encours des créances sur la clientèle s'est établi à 5 469,1 MD contre 5 653,4 MD une année auparavant, soit une baisse de 184,3 MD ou -3,3%



TND en Millions	decembre 12	decembre 13	Variation	
			MT	en %
Credits de gestion	2 044,7	2 353,7	309,1	15,1%
Credits d'investissement	3 448,9	3 504,3	55,3	1,6%
Credits aux particuliers	1 416,2	1 578,3	162,1	11,4%
Autres crédits	227,6	235,9	8,2	3,6%
Créances brutes sur la clientèle	7 137,4	7 672,2	534,8	7,5%
Provisions	626,9	1 241,6	614,7	98,1%
Agios réservées	857,1	961,4	104,3	12,2%
Créances nettes sur la clientèle	5 653,4	5 469,1	-184,3	-3,3%

Portefeuille titres

L'encours brut du portefeuille titres global de la banque a affiché une hausse de 14,3 MD pour s'établir à 689,6 MD

Net des provisions, l'encours du portefeuille titres de la banque s'est situé à 490,1 MD contre 489,3 MD à fin 2012 soit un accroissement de 0,8 MD ou 0,2%

TND en Millions	decembre 12	decembre 13	Variation	
			MT	en %
Bons du trésor conservés	209,5	215,5	5,9	2,8%
Portefeuille titres commercial	209,5	215,5	5,9	2,8%
Titres d'investissement	30,1	33,7	3,6	11,8%
Titres de participations	202,7	206,5	3,8	1,9%
Parts dans les ent. associées et co-entreprises	88,1	89,1	1,0	1,1%
Parts dans les entreprises liées	123,6	123,6	0,0	0,0%
Participations en retrocession	21,2	21,2	0,0	0,0%
Portefeuille titres d'investissement	455,7	471,1	15,4	3,4%
Portefeuille titres bruts	675,3	689,6	14,3	2,1%
Provisions	156,0	199,5	13,6	7,3%
Portefeuille titres nets	459,3	490,1	30,8	6,7%

3. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan ont accusé un recul de 171,6 MD pour se situer à 1477,0 MD contre 1 648,6 MD une année auparavant.

Cette situation a été induite par la baisse des engagements sous forme de confirmations de crédits documentaires (-112,5 MD), des avals et cautions (451 MD) et des crédits notifiés non utilisés (24,0 MD), atténuée toutefois, par l'augmentation des ouvertures de crédits documentaires de 42,9 MD ou 13,4%.

MD	Début - fin décembre 13		Variation	
	MD	MD	MD	%
Engagements hors bilan	1648,6	1477,0	-171,6	-10,4%
Ouvertures de crédits documentaires	321,1	364,0	42,9	13,4%
Crédits notifiés non utilisés	139,6	115,6	-24,0	-17,2%
Cautions et avals	562,7	517,6	-45,1	-8,0%
Participations non libérées	4,0	3,6	-0,4	-8,9%
Engagements en faveur du ordre des banques	621,2	474,2	-147,0	-23,7%
Banques non résidentes installées à l'étranger	621,2	474,2	-147,0	-23,7%
Confirmations de crédits documentaires	185,5	73,0	-112,5	-60,6%
Autres garanties irrévocables	435,7	401,2	-34,5	-7,9%

4. Approbations de financement

À fin décembre 2013, les approbations de financements à moyen et long terme, se sont établies à 582,3 MD contre un encours de 546,1 MD, soit une enveloppe additionnelle de 36,2 MD ou +6,6%.

Au 31 décembre 2013

	MD	%	MD	%	MD	%
Industrie	294,3	50,5%	65,2	32,5%	98,4	39,4%
Agriculture	12,1	2,1%	2,7	2,4%	9,4	3,6%
Tourisme	42,5	7,3%	15,2	7,6%	27,3	7,6%
Immobilier	67,1	11,5%	31,9	15,9%	35,2	20,3%
Services	156,3	26,6%	85,8	42,7%	70,5	29,0%
Total financement de l'investissement	582,3	100,0%	200,9	100,0%	249,8	100,0%

Qualité des actifs



1. Situation des engagements

• Evolution globale des créances

A fin decembre 2013, l'encours des créances (hors participations et comptes courants associés) a atteint un volume de 8 259,6 MD contre 7 831,9 MD a fin 2012, enregistrant ainsi une progression de 427,7 MD ou 5,5%

le taux des créances accrochées s'est établi à 28,7% contre 26,9% a fin 2012

le taux de couverture des créances accrochées compte tenu des provisions additionnelles a ainsi atteint 69,5% contre 47,8% a fin 2012 soit un niveau quasi proche des exigences réglementaire

	Dec 2012	Dec 2013	Variation	
			MT	%
Créances productives	5 777,6	5 891,4	163,8	2,9%
Créances improductives	2 104,3	2 368,2	263,9	12,5%
Total des Créances	7 831,9	8 259,6	427,7	5,5%
Taux des créances accrochées	26,9%	28,7%		
Taux de couverture (compte tenu des provisions additionnelles)	47,8%	69,5%		
Taux de couverture (compte tenu des eng nets des agios réservés)	34,3%	61,9%		

• Evolution et structure des créances accrochées par secteur d'activité

Le volume des créances accrochées a progresse de 263,9 MD ou 12,5% pour atteindre 2 368,2 MD au terme de l'exercice 2013

Cette progression a concerne en premier lieu le secteur du tourisme (+112,7 MD) et a un degre moindre celui de l'industrie et des services avec des accroissements respectivement de 88 MD et 46,7 MD

2. Répartition des engagements par nature de crédits

L'analyse de la structure des créances accrochées par nature d'engagement permet, de relever les remarques suivantes

- Les créances accrochées sont en tres grande partie concentrees au niveau des credits mobilisables avec une part de 82,7% (1 958,7 MD) contre 82,3% (1 732,2 MD) en 2012 ,
- Les debits en comptes demeurent les plus risques avec un taux d'accrochés de 43% (41,9% en 2012) , suivi des credits mobilisables (31,7% contre 29,9% à fin 2012),
- Les engagements par signature presentent quant a un eux, un taux de créances accrochées de seulement 5,4% contre 5,7% en 2012

	Decembre 2013			Part des créances mobilisables
	Engag sains	Engag improd	Total eng bruts	
Credits mobilisables	4 214,3	1 958,7	6 173,1	31,7%
C C Debiteurs	449,9	339,3	789,1	43,0%
Engagements par signature	1 227,2	70,2	1 297,5	5,4%
Total Engagements	5 891,4	2 368,2	8 259,6	28,7%

Ratios prudentiels



1. Ratio de solvabilité

Il est à noter que deux mesures prises par la BCT ont eu un impact très important sur le niveau des Fonds propres nets de la Banque et par conséquent détériore le niveau du ratio de solvabilité, à savoir

- 1) La déduction des participations détenues sur des banques ou des établissements financiers qui s'élèvent à **56,1 MD** (circulaire BCT 2012/09) dans le calcul des fonds propres nets de base
- 2) Les provisions additionnelles dues à l'application de la circulaire BCT 2013/21

Ainsi la valeur des fonds propres nets de base est passée de 249,9 MD en 2012 à **324,3 MD** en 2013. Le ratio de solvabilité a par conséquent atteint une valeur négative égale à **-6,21%** soit un niveau inférieur au seuil réglementaire

MD	decembre 12	decembre 13
Fonds propres nets de base	249,8	324,3
Fonds propres de base	480,2	480,7
Capital	124,3	124,3
Reserves (y compris Fonds social)	358,8	359,3
Actions propres	2,9	2,9
Resultats de la periode		
(-) Elements a decure	230,3	905,0
Report a nouveau debiteur	225,5	633,4
Resultats deficitaires en instance d'approbation	4,7	115,5
Participations detenues sur des banques ou des établissements financiers		56,1
Autres elements	0,1	0,1
Fonds propres complementaires	249,847	0,0
Reserves de reevaluation	37,3	37,3
Fonds de dotation	117,0	117,0
Provisions collectives	53,9	53,9
Titres et emprunts	70,0	60,1
(-) Excident FPC% FFB	28,405	268,4
Total Fonds Propres Nets	499,7	-324,3
Total Risques Encourus	5 827,9	5 221,3
Ratio TIER 1	4,29%	-6,21%
Ratio de solvabilité	8,57%	-6,21%

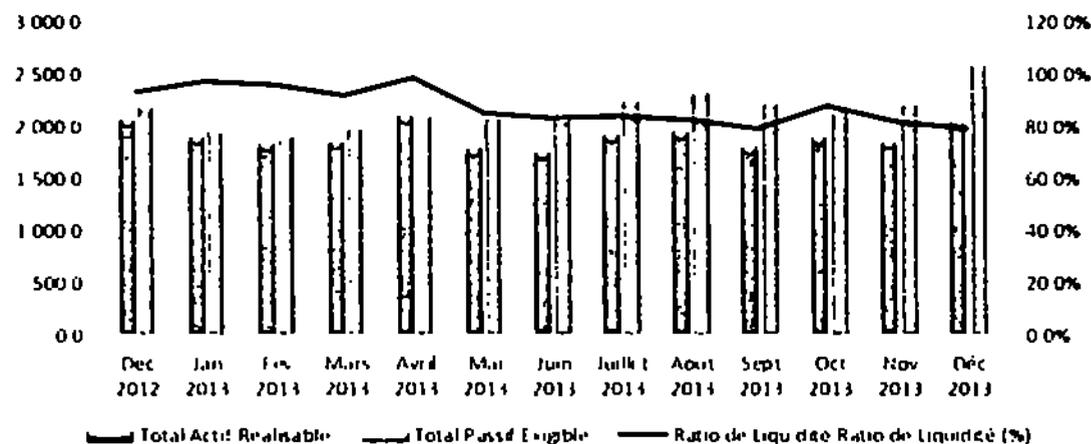


2. Ratio de liquidité

Le déficit pour le respect du ratio de liquidité s'est davantage aggravé à fin décembre 2013 atteignant 553 MD contre 136,6 MD une année auparavant, engendré principalement par un recours assez accru au refinancement sur le marché monétaire et interbancaire et ce, pour combler le déséquilibre de trésorerie né de l'inadéquation entre les actifs et les passifs liquides.

En effet, les passifs exigibles ont évolué à un rythme nettement plus soutenu que les actifs réalisables engendrant une détérioration continue du ratio de liquidité lequel s'est établi à 79,4% à fin décembre 2013.

Evolution du ratio de liquidité



Résultats



1. Produit Net Bancaire

A fin décembre 2013, le produit net bancaire s'est établi à 247,2 MD, en hausse de 21,6 MD ou 9,6% par rapport à l'exercice 2012

Il est constitué à hauteur de 62,8% de la marge d'intérêts, de 22% de commissions nettes et de 15,3% des autres revenus

Cette évolution est attribuée à plusieurs facteurs dont notamment

- L'accroissement des produits d'intérêts, plus particulièrement ceux afférents au portefeuille effets (+34,5 MD).
- Une progression des revenus générés sur les titres de l'Etat (+1,3 MD), consécutivement à la hausse de l'encours moyen des Bons du Trésor gardés en portefeuille de la banque.
- Une hausse des revenus du portefeuille titres d'investissement qui correspond en fait à l'accroissement du montant des dividendes sur le portefeuille des titres de participations (+1,7 MD)

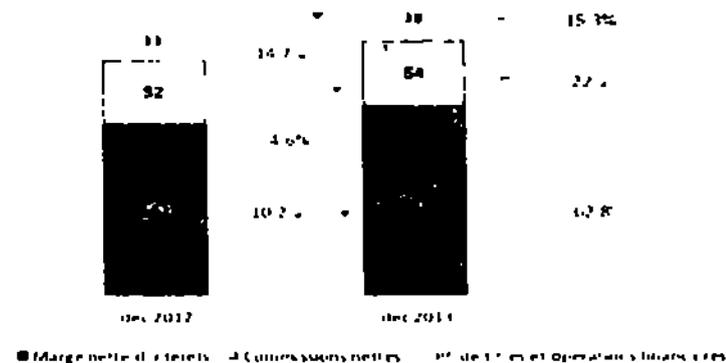
• Composantes du PNB

L'accroissement du Produit Net Bancaire (21,6 MD ou 9,6%) se détaille comme suit

- Marge nette d'intérêts +14,3 MD ou 10,2%
- Commissions nettes +2,4 MD ou 4,6%
- Gains sur portefeuille titres commercial +1,3 MD ou 14,3%
- Gains sur opérations de change +1,9 MD ou 11,8%
- Revenus sur portefeuille titres d'investissement +1,7 MD ou 20,9%

en MD	date au 31 décembre		Variation	
	2012	2013	en MD	en %
Intérêts et revenus assimilés	311 331	351 735	40 354	13,0%
Intérêts encourus et charges assimilées	(170 523)	(196 567)	(26 043)	15,3%
Marge nette d'intérêts	140 807	155 168	14 311	10,2%
Commissions reçues	56 216	59 643	3 427	6,1%
Commissions payées	(4 297)	(5 325)	(1 028)	23,9%
Commissions nettes	51 919	54 318	2 399	4,6%
Gains sur portefeuille titres commercial	9 071	10 367	1 295	14,3%
Gains sur opérations de change	15 606	17 580	1 972	11,8%
Revenus du portefeuille titres d'investissement	3 004	4 680	1 676	20,9%
Autres produits	32 583	37 727	4 944	14,7%
Produit Net Bancaire	225 659	247 216	21 553	9,6%

Composition du PNB (en MD)



Résultats:



2. Résultat brut d'exploitation

L'amélioration du PNB et la maîtrise des frais de gestion qui n'ont augmenté que de 0,6 MD ont impacté positivement le niveau du Résultat Brut d'exploitation qui s'est accru de 21,8 MD pour totaliser 125,1 MD à fin 2013

MD 000	décembre 12	décembre 13	Variation	
			MD	%
Produit Net Bancaire	225 659	247 213	21 553	9 5%
Autres produits d'exploitation	3 776	4 759	983	26%
Frais de personnel	(90 813)	(99 178)	(360)	0%
Charges générales d'exploitation	(20 922)	(21 182)	(360)	2%
Dot. aux amortissements et aux provisions sur immobilisation	(5 514)	(5 530)	(16)	0%
Résultat Brut d'exploitation	134 253	125 023	21 500	21 1%

Le coefficient d'exploitation s'est par conséquent apprécié de 4,6 points pour se situer à 51,3%

Structure des charges de exploitation



3. Résultat net

Le résultat net a été ainsi, fortement affecté par le coût du risque qui a culminé 239,6 MD à fin décembre 2013 de manière à afficher un résultat déficitaire pour la période de 115,5 MD

MD 000	décembre 12	décembre 13	Variation	
			MD	%
Produit Net Bancaire	225 659	247 213	21 553	9 5%
Autres produits d'exploitation	3 776	4 759	983	26%
Charges opérationnelles	(126 153)	(126 657)	(736)	0 6%
Résultat Brut d'exploitation	103 283	125 023	21 500	21 1%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	(75 858)	(225 804)	(150 945)	199%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(19 687)	(12 791)	6 896	(35 3%)
Solde engage/perte autres éléments financiers	973	(31)	(577)	(150 1%)
Impôts sur les sociétés	(13 319)	(937)	12 380	(93 1%)
Résultat des activités ordinaires	(4 707)	(115 453)	(110 746)	2352 7%



MARCHE BOURSIER ET VALEUR STB

Dans un contexte sociopolitique perturbé par des événements graves et succédant à une année 2012 déjà mouvementée, le marché boursier s'est caractérisé par un certain attentisme et a enregistré en 2013 une baisse de 26,17% des capitaux traités sur la cote pour s'établir à 1533,8 MD

Le Tunindex, indice de capitalisation boursière, a regagné de 4,33% passant de 4579,9 points en 2012 à 4381,3 points à fin 2013. Quant au Tunindex 20, il s'est établi à 1737,55 points en baisse de 2,16% par rapport à 2012.

La capitalisation des valeurs bancaires a représenté 40% de la capitalisation boursière en 2013 contre 42% l'année précédente. Leur rendement s'est établi à -3,2% contre 5,9% en 2012. La valeur STB a enregistré en 2013 une capitalisation boursière de 129,77 MD. Son cours a varié entre 5,150 et 8,950 dinars.

ACTIVITE INTERNATIONALE

Dans une conjoncture nationale et internationale complexe et défavorable, le bancaire étranger a œuvré selon une stratégie adaptée à la situation prédominante, afin de préserver les intérêts de la banque auprès des correspondants étrangers et autres organismes internationaux, tout en poursuivant ses actions axées sur l'amélioration de la qualité de service, la diversification des produits, le développement des affaires internationales et l'augmentation des parts de marché.

• Opérations avec l'étranger

Le volume des règlements de la banque avec l'étranger est revenu à 14 443,1 MD à fin 2013 soit une baisse de 4,1% entièrement imputable à celle des transferts non commerciaux qui sont revenus de 9 670 MD en 2012 à 8 665,9 MD cette année, en régression de 10,4%.

Quant aux flux du commerce extérieur, les importations et les exportations se sont accrues, respectivement, de 0,5% et 17,2% par rapport à l'année dernière atteignant 3 249,8 MD et 2 527,4 MD au terme de l'année 2013.

Règlements avec l'étranger 2012/2013

Règlements sur l'étranger	2012	2013	Absolu (%)	Relative (%)
Importations	3 232,7	3 249,8	17,1	0,5
Exportations	2 156,8	2 527,4	370,6	17,2
Transferts non commerciaux	9 670,0	8 665,9	-1 004,1	-10,4
Total	15 059,5	14 443,1	-616,4	-4,1



• *Salle Des Marches En Devises*

Le chiffre d'affaires du marché des changes au comptant s'est inscrit en baisse de 1,8 % en 2013 totalisant 20 763,6 millions de Dinars contre une hausse de 20,8 % une année auparavant. Ce recul est imputable, à la fois, au chiffre d'affaires interbancaire et à celui de la clientèle qui a enregistré, respectivement, des taux de croissance de -3,7 % et 3,4 % cette année contre 18,3 % et 27,8 % en 2012.

En revanche, le résultat généré par cette activité au comptant a progressé de 81 % atteignant 11 187 millions de Dinars à fin 2013.

De même, le résultat du change à terme a augmenté de 186 % par rapport à 2012 pour s'élever à 1 064,2 millions de Dinars.

Quant au marché monétaire en devises, son résultat net dégagé est passé de 9 454 millions de Dinars en 2012 à 9 333 millions de Dinars en 2013, accusant, pour la deuxième année consécutive, une baisse de 1,3 % par rapport à l'année dernière.

• *Relations internationales*

La Direction des Relations Internationales s'est activée à confirmer la marque « STB » à l'échelle internationale, à consolider encore plus sa collaboration avec les correspondants étrangers et à rechercher de nouvelles opportunités d'affaires à travers le monde afin de drainer le maximum d'opérations.

Dans le cadre de l'action de démarchage et de suivi des grands projets, plusieurs visites et contacts ont été effectués auprès de premiers Responsables de Bureaux de Représentation des correspondants étrangers établis en Tunisie ainsi qu'auprès des Chambres de Commerce mixtes auxquelles adhère notre Banque.

D'autre part, notre banque a établi 7 nouvelles entrées en relation avec des correspondants des pays suivants : Burkina Faso, Australie, Turquie, République tchèque, Arabie Saoudite et Iran.

La Banque a également conclu 4 nouveaux accords de rétrocession de commissions perçues par ses correspondants étrangers ainsi que plusieurs conventions de partenariat et accords de collaboration.

En ce qui concerne le développement des affaires internationales, l'activité de la STB a porté essentiellement, sur le démarchage et la domiciliation de 12 nouvelles sociétés totalement exportatrices ou de sociétés étrangères titulaires de marchés en Tunisie qui ont ouvert des comptes en dinars convertibles et en devises.

La banque a également procédé au suivi des grands projets inscrits dans le Plan de développement économique et faisant l'objet d'appels d'offres internationaux, du lancement jusqu'à l'adjudication.

En outre, la STB a continué, durant 2013, à se conformer aux procédures de connaissance de la clientèle et de lutte contre le blanchiment d'argent ainsi que le financement du terrorisme international.



DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

En 2013, l'activité commerciale et du marketing de la Banque a porté sur le suivi de la commercialisation des produits monétiques, telematiques, crédits aux particuliers, opérations Money Gram et change manuel ainsi que sur l'évaluation des performances du réseau et la prospection de nouveaux segments de clients liés à divers secteurs d'activité et créneaux porteurs

Dans le cadre de sa stratégie de fidélisation de la clientèle, la Banque a également entrepris la révision des conditions de banque appliquées aux clients bénéficiaires de tarifs personnalisés et a procédé à la signature de conventions de crédit en faveur du personnel d'importantes relations

Au niveau de l'activité monétique, le nombre de cartes a atteint 151 692 enregistrant une légère baisse de 0,5 %, et ce dans un environnement caractérisé par une stagnation au niveau de l'émission pour tout le secteur, atténuée par l'évolution des affiliés orientés vers le marché local

Le nombre de GAB STB s'est élevé à 170 au 31-12-2013 et a permis de réaliser 2 559 539 transactions pour 303 125 mille dinars. L'activité GAB s'est caractérisée par une régression de 1,4 % au niveau du volume d'affaires et de 7,4 % des transactions

Le nombre de TPE a atteint 920 en 2013, permettant de réaliser un CA en augmentation de 5,2 % par rapport à l'année écoulée. La récession du secteur de l'artisanat, des agences de location de voiture et de voyage a sensiblement affecté le nombre de TPE STB actifs qui s'élevait à 972 à fin 2012

Ces résultats ont été obtenus dans une conjoncture économique et sociale difficile et un secteur touristique en berne, affectant aussi bien l'activité GAB que TPE orientée porteurs étrangers

La Banque a par ailleurs continué à consolider sa présence médiatique à travers notamment le sponsoring d'un forum sur le système financier tunisien « entre défis de transition démocratique et opportunités de la bonne gouvernance » la participation au salon international de partenariat industriel de l'innovation ainsi que l'octroi de subventions à plusieurs associations

Concernant le développement du réseau d'agences plusieurs actions ont été entreprises en 2013 afin de consolider le fonds de commerce de la Banque avec l'implantation de la nouvelle agence Sousse Ines, l'aménagement de trois autres agences à Ezzahra Lac II et Mokhtar Attia et l'ouverture prochainement de deux autres agences Chenini Gabes et Beni Khedech

Toujours dans le cadre des orientations stratégiques de la Banque des actions de formation des exploitants ainsi que de restructuration des agences ont été réalisées en 2013 visant l'amélioration de la rentabilité du réseau



MODERNISATION DE LA BANQUE

Dans le cadre de la modernisation de son système d'information, la Banque a réussi en 2013 la mise en production réelle des projets suivants

- Mise en œuvre du noyau du système d'information (phase 3) ,
- Démarrage du projet de la télécompensation en devises ,
- Mise en production de la gestion des engagements par signature

Ces projets permettront à la Banque de disposer d'un modèle d'information fiable accessible et sécurisé

Par ailleurs, des projets d'infrastructure visant à maîtriser les coûts d'exploitation, la sécurisation du système d'information et l'exploitation de nouvelles technologies ont été entamés

- Mise en place d'un système de vidéo-surveillance unifié pour tous les locaux de la STB ,
- Conception d'un site de secours informatique ,
- Refonte de l'actif réseau du siège

RESSOURCES HUMAINES

Dans le cadre de la mission de full audit préconisée par les autorités, la gestion des ressources humaines a été analysée et des recommandations notamment pour la mise en place des leviers RH identifiés sont à l'étude

Au niveau de l'activité de formation, des participants relevant des services centraux aussi bien que du réseau ont bénéficié de plusieurs actions de formation inter-entreprises ou en interne comme des stages, des séminaires ou des formations diplômantes

La Banque a aussi accueilli des stagiaires d'organismes externes ainsi que ceux des universités et centres professionnels et ce dans le cadre de sa collaboration avec ces institutions

La Banque a continué, en 2013, à développer sa politique sociale en faveur du personnel par l'offre de services de prévention médicale et d'assistance sociale ainsi que l'amélioration des prestations et avantages sociaux en faveur du personnel actif et retraite

L'effectif de la Banque s'est établi en 2013 à 2063 employés dont 52,7% sont déployés à travers le réseau d'agences